



Au Japon, la lutte contre l'effet de serre se heurte aux résistances des industriels

LE MONDE | 14.03.08 | 17h08 • Mis à jour le 14.03.08 | 17h08
TOKYO CORRESPONDANCE

La réunion du G20, les vingt principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, se déroule du 14 au 16 mars à Chiba, près de Tokyo. Elle intervient au moment où le Japon tente de s'imposer comme leader de la lutte contre le réchauffement climatique, en proposant une réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Or le pays peine à se doter d'une véritable politique environnementale, dont la priorité est aujourd'hui de respecter les engagements du protocole de Kyoto. Le Japon doit réduire de 6 %, d'ici à 2012, ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport aux niveaux de 1990. Au terme de l'année 2006, elles étaient de 6,4 % supérieures à celles de 1990. L'industrie a réduit de 3 % ses dégagements de GES. Mais les transports et les foyers ont vu les leurs progresser de 18 % et 38 %.

Quelques mesures ont été prises, comme l'obligation de réduire de 20 % la consommation d'électricité des climatiseurs et des réfrigérateurs d'ici à 2010. Les constructeurs automobiles qui investissent dans les technologies hybrides reçoivent des subventions, ainsi que les sociétés gazières qui promeuvent les piles à combustible domestiques. Cela n'étant pas suffisant, le gouvernement a décidé, en 2007, de recourir à l'achat de droits d'émissions.

En novembre, le Japon en a acheté à la Hongrie pour 126 millions d'euros. Le Nippon Keidanren, le patronat japonais, incite également ses membres à en acquérir. La question de la création d'un marché japonais des droits d'émissions est évoquée. *"Il faut donner un prix au CO₂",* estime Mutsuyoshi Nishimura, conseiller spécial du gouvernement. *Tous les chercheurs et économistes reconnaissent l'utilité d'un tel système pour réduire les émissions.*

Cette question devrait être abordée par la commission mise en place le 5 mars par le premier ministre, Yasuo Fukuda, pour réfléchir au changement climatique. Mais deux de ses principaux membres, les PDG du sidérurgiste Nippon Steel et de la compagnie d'électricité Tepco, sont connus pour y être très hostiles. Leurs positions reflètent celles du Keidanren, qui considère qu'un tel marché ne fait *"qu'imposer des contraintes aux entreprises qui se développent tout en assurant des ressources aux groupes en déclin"*.

Le patronat japonais juge que la fixation d'obligations de réductions, comme le fait le protocole de Kyoto, n'est pas juste. Il plaide pour un partage équitable des contraintes, une position reprise par le gouvernement nippon, et notamment par M. Fukuda dans son intervention au Forum économique de Davos.

Ces choix, comme l'ensemble de la politique environnementale japonaise, sont considérés comme *"manquant de courage"* et reflétant *"une soumission aux exigences des entreprises"* par Jun Hoshikawa, directeur exécutif de Greenpeace Japan. Selon lui, *"le Japon bénéficie des technologies les plus avancées, mais ne s'est jamais doté d'un cadre institutionnel permettant de les utiliser à bon escient"*.

Cette absence de vision limite le développement de projets alternatifs. L'une des priorités pour réduire les émissions de CO₂ reste une hausse de la part du nucléaire de 30 % à 40 % de la production d'électricité, une politique qui élude les questions des risques et du devenir des déchets, dont 12 000 tonnes ont déjà été accumulées. L'autre priorité est le projet d'utilisation "propre" du charbon, complétée par l'enfouissement du CO₂.

Le Japon, qui bénéficie encore du taux d'efficacité énergétique le plus élevé du monde, perd certaines positions dominantes. En 2004, le gouvernement a stoppé les aides aux particuliers qui se dotaient d'un équipement à l'énergie solaire, abandonnant à l'Allemagne le premier rôle sur cette technologie. Tout cela fait dire à Yoshiaki Tomiyama, du Conseil mondial de l'énergie, que, concernant les questions environnementales, *"le Japon a pris aujourd'hui du retard sur l'Union européenne"*.

Philippe Mesmer

Tony Blair se pose en médiateur de l'après-Kyoto

L'ancien premier ministre britannique Tony Blair a lancé, vendredi 14 mars depuis le Japon, une nouvelle initiative pour lutter contre le réchauffement de la planète. Baptisée "Sortir de l'impasse climatique", l'opération vise à trouver un accord satisfaisant sur les réductions d'émissions de CO₂ d'ici à la conférence de Copenhague de 2009, qui doit assurer l'après-Kyoto. En Chine et en Inde, dans les prochains jours, M. Blair tentera de rallier le plus grand nombre d'acteurs étatiques et économiques à cet accord. Soutenu par le Climate Group, une ONG environnementale qui fournira l'expertise, ce pacte appuiera les processus menés par l'ONU et le G8. En juin, un rapport fournira les premières recommandations, peu avant le sommet de Hokkaido.

Article paru dans l'édition du 15.03.08

